

C'est un secteur où le Canada a développé des techniques de pointe et dans lequel il fait figure de partenaire fort et développé. L'Allemagne est aussi intéressée aux matières premières canadiennes. Donc une coopération peut se développer qui, surtout dans le domaine nucléaire, va dans le sens de la troisième option, puisque la réduction de la dépendance à l'égard des États-Unis doit se traduire par le développement d'industries de pointe au Canada. Cependant, l'Allemagne fédérale, incarnée par ses hommes d'affaires, ses universitaires, ses dirigeants, a peine à comprendre les préoccupations du Canada en ce qui a trait à l'influence américaine. Considérant elle-même l'alliance avec les États-Unis comme un pilier de sa politique et faisant preuve d'un dynamisme économique et culturel puissant, l'Allemagne fédérale ne voit pas en quoi le Canada a lieu de s'inquiéter. Du moins, les dirigeants allemands envisagent la réponse dans une solution interne canadienne au défi américain. Il s'agit selon eux, pour le Canada de faire preuve d'excellence dans les domaines technique et culturel et l'influence américaine s'amenuisera d'elle-même. On a peine à mesurer en Allemagne fédérale l'effet des différences d'échelle entre États-Unis et Canada et du voisinage immédiat sur l'économie et les cultures canadienne et québécoise. La politique de la troisième option peut donc être considérée avec sympathie, en raison des avantages économiques dont l'Allemagne peut bénéficier, mais sans être bien comprise en réalité.

Les petits pays

Dans cette revue des positions des pays de l'Europe occidentale vis-à-vis du Canada, nous ne saurions être exhaustif. C'est ainsi que nous ne parlerons pas de l'Italie et que nous nous contenterons de brosser un tableau rapide du point de vue des petits pays du Marché commun. Le Bénélux a des rapports étroits avec le Canada. Les trois pays qui le composent — Belgique, Pays-Bas et Luxembourg — ont été les premiers à bien comprendre la position canadienne et à favoriser un lien de ce pays avec la Communauté économique européenne. Le Danemark a été beaucoup plus réticent et on sait que son opposition de dernière heure sur la question des matières premières a retardé la conclusion de l'accord-cadre entre la Communauté et le Canada. Même si cette opposition avait pour objet de favoriser un précédent en vue de négociations avec sa voisine norvégienne riche en pétrole, elle n'en est pas moins significative d'une certaine igno-

rance des enjeux que cette négociation comportait pour le Canada.

Restent les autres pays d'Europe occidentale non membres du Marché commun. De même que nous avons laissé de côté l'Irlande et l'Italie dans le Marché commun, nous nous concentrerons seulement sur deux pays non membres de la Communauté européenne, la Suède et la Suisse. Ces deux pays, de par leur neutralité, devraient être à même de comprendre plus facilement la volonté d'indépendance du Canada. Avec la Suède, on doit déplorer que le Canada n'ait pas développé des liens plus étroits. Cette remarque s'applique d'ailleurs à l'ensemble des pays membres du Conseil nordique (Suède, Norvège, Danemark, Finlande, Islande). Ces pays sont pourtant les plus proches du Canada quant au type de climat et même de conditions géographiques en général. Ils ont réussi également dans bien des domaines à être à la pointe de l'organisation de la vie en société. Que ce soit dans les secteurs de l'habitat, du transport, de l'éducation, des soins aux vieillards et aux malades, des relations de travail, ces pays sont généralement qualitativement les plus avancés du globe. L'ancien premier ministre social-démocrate Olaf Palme avait noué des liens personnels avec les dirigeants canadiens et avait une connaissance solide des problèmes canadiens. Il semble que le nouveau gouvernement bourgeois n'a pas modifié pour l'instant les grandes lignes de la politique étrangère suédoise et l'attitude à l'égard du Canada ne devrait pas être modifiée non plus. Toutefois, les relations établies avec l'ancien personnel gouvernemental devront être complétées avec la nouvelle équipe, dont certains membres ont déjà visité le Canada à titre de parlementaires. Le Canada en étant mieux connu pourrait développer avec la Suède d'autres projets de coopération que ceux qui existent présentement, par exemple dans le domaine du matériel militaire.

Avec la Suisse, les relations économiques sont importantes, en proportion naturellement de la grandeur du pays. Les investissements helvétiques au Canada sont substantiels: il suffit de penser à Nestlé, Hoffmann-La Roche, Ciba-Geigy, Sandoz, Brown-Boveri, au rôle des assurances helvétiques, aux investissements immobiliers et à la présence active des agents bancaires de l'Union des Banques suisses et du Crédit suisse notamment. Le commerce est non négligeable compte tenu de la petitesse de la Suisse (deux cent soixante millions de dollars en 1975). Le Canada est connu de longue date en Suisse et les milieux économiques, financiers et